



RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

MARS 2017

N°02

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE
RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE	02
----------	----

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

<i>Délibérations de l'Assemblée de Martinique</i>	04
Séance du jeudi 09 février 2017	05
<i>Arrêts du Président de l'Assemblée</i>	20

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS MARS – 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATIONS DE L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUESEANCE DU JEUDI 09 FÉVRIER 2017

N° 17-8-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ORDONNANCE
RELATIF À LA LUTTE CONTRE LE TABAC ET À SON ADAPTATION À
CERTAINES COLLECTIVITÉS D'OUTRE-MER

05

N° 17-11-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ORDONNANCE
RELATIF AUX ESPACES MARITIMES FRANÇAIS

07

N° 17-12-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF
AUX VÉHICULES HORS D'USAGE

10

N° 17-13-1 – PORTANT SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AU
CONSEIL NATIONAL DE LA RECHERCHE ARCHÉOLOGIQUE ET
AUX COMMISSIONS TERRITORIALES DE LA RECHERCHE
ARCHÉOLOGIQUE

13

N° 17-14-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ORDONNANCE
RELATIF À L'ADAPTATION DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES
RELATIVES AUX ORDRES DES PROFESSIONS DE SANTÉ

15

N° 17-16-1 – PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF
À LA GOUVERNANCE DE L'EAU ET DE LA BIODIVERSITÉ DANS LES
DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

17

ARRÊTÉS DU PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE

ARRETE N°2017-PAM-3 PORTANT DÉSIGNATION DES
REPRÉSENTANTS DE LA COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE
MARTINIQUE AU SEIN DES COMMISSIONS SPÉCIALISÉES DE LA
CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA SANTÉ ET DE L'AUTONOMIE
(CRSA)

21

ARRETE N°2017-PAM-4 PORTANT NOMINATION DE MADAME
MICHELA ADIN EN QUALITE DE DIRECTRICE GÉNÉRALE DE
L'OFFICE DE L'EAU MARTINIQUE

23

ARRETE N°2017-PAM-5 PORTANT DÉSIGNATION DES
PERSONNES QUALIFIÉES AU SEIN DE LA RÉGIE PERSONNALISÉE
DÉNOMMÉE CENTRE DE PLANIFICATION, D'INFORMATION ET
D'ORIENTATION FAMILIALE (CPIOF)

25



DÉLIBÉRATIONS

~ ~ ~ ~ ~

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

Collectivité Territoriale de Martinique
FICHAGE LE : 13 AVR. 2017

DÉLIBÉRATION N° 17-8-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ORDONNANCE RELATIF À LA LUTTE CONTRE LE TABAC ET À SON ADAPTATION À CERTAINES COLLECTIVITÉS D'OUTRE-MER

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L 7252-1 et L 7252-2;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 30 janvier et le 06 février 2017;
Vu l'avis émis par la commission la commission santé et action de prévention PMI ASE le 30 janvier 2017;
Considérant la parution au JORF du 23 décembre 2016 de l'ordonnance n°2016-1812 du 22 décembre 2016 relative à la lutte contre le tabagisme et à son adaptation et son extension à certaines collectivités d'outre-mer ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la publication de l'ordonnance n° 2016-1812 du 22 décembre 2016 relative à la lutte contre le tabagisme et à son adaptation et son extension à certaines collectivités d'outre-mer. Elle émet néanmoins un avis favorable sur le texte avec la proposition d'amendement suivant :

Amendement

Exposé des motifs

Pour éviter la pratique du juge-partie, il importe d'avoir une totale garantie d'indépendance des laboratoires en matière de contrôle et les préserver de toute influence que pourrait exercer l'industrie pharmaceutique.

Proposition

À l'article L.3512-12 du code de la santé publique, au paragraphe III, ajouter après le mot « indirectement », les termes ainsi rédigés : « ou simplement influencés ».

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 AVR. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-11-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ORDONNANCE RELATIF AUX ESPACES MARITIMES FRANÇAIS

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L 7252-1 et L 7252-2 ;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 6 février 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 6 février 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission politique de la mer, métiers de la mer (pêche, aquaculture, nautisme et ressources marines dans la ZEE) le 6 février 2017 ;

Considérant la parution au JORF du 9 décembre 2016 de l'ordonnance n°2016-1687 du 8 décembre 2016 relative aux espaces maritimes relevant de la souveraineté ou de la juridiction de la République française ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique prend acte de la parution de l'ordonnance n° 2016-1687 du 8 décembre 2016 relative aux espaces maritimes relevant de la souveraineté ou de la juridiction de la République française ». Elle émet toutefois un avis favorable sur le texte avec les amendements suivants :

Amendement n° 1

Exposé des motifs

Il s'agit d'intégrer une définition fonctionnelle du portail national des limites maritimes.

Proposition

À l'article 16 de l'ordonnance n° 2016-1687 du 8 décembre 2016 relative aux espaces maritimes relevant de la souveraineté ou de la juridiction française, ajouter au 1^{er} alinéa une phrase ainsi rédigée :

« Il a pour but :

- 1° de regrouper l'intégralité des données cartographiques afférentes aux limites maritimes ;
- 2° de publier les informations récoltées aux fins d'exploitation institutionnelle et d'information du public ;
- 3° d'évaluer et de comparer les évolutions physiques et géographiques concernant le littoral. »

Amendement n° 2

Exposé des motifs

En vertu du paragraphe I, dans le souci d'éviter toute insécurité juridique quant aux compétences dévolues aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique, de même que l'article L. 4433-15-1 dans sa nouvelle rédaction issue de l'article 82 de la loi n° 2016-816 du 20 juin 2016 réintègre les collectivités territoriales de Guyane et de Martinique à propos de la gestion et de la conservation des ressources biologiques de la mer, de même il convient de réintroduire les collectivités de Guyane et de Martinique dans le champ de l'article L. 4433-17 du code général des collectivités territoriales en matière d'élaboration et de mise en œuvre de l'inventaire minier.

En vertu du paragraphe II, l'article L. 4433-17 du code général des collectivités territoriales doit permettre l'exercice des compétences en vertu de l'article L. 611-31 et L. 611-32 du code minier non seulement à propos du domaine public maritime, mais encore de la zone économique exclusive. Les compétences déjà exercées dans le domaine public maritime le seraient, par extension territoriale, à la zone économique exclusive.

Pour rappel, l'article L. 611-31 du code minier donne compétence à la région concernant « des titres miniers ne portant pas sur les minerais ou des produits utiles à l'énergie atomique pour la délivrance et l'exploitation d'un permis exclusif de recherches, l'autorisation nécessaire pour qu'un explorateur non titulaire d'un permis exclusif de recherches dispose de produits extraits de ses recherches, la délivrance et la prolongation de la concession, la délivrance et la prolongation de permis d'exploitation, l'autorisation de fusion de permis exclusifs de recherches de mines contigus, l'autorisation de mutation d'un permis exclusif de recherches ou d'une concession, l'acceptation d'une renonciation, totale ou partielle, aux droits de recherches et d'exploitation, la décision de retrait d'un permis exclusif de recherches ou d'une concession dans certains cas. »... L'article L. 611-32 rappelle que « la région prononce les décisions énumérées à l'article L. 611-31 [du code minier] après avis du Conseil général de l'industrie, de l'énergie et des technologies ».

L'objectif de cet amendement est que ces compétences puissent être déclinées également en faveur des collectivités mentionnées à l'article L. 4433-17 CGCT dans la zone économique exclusive (ZEE).

Proposition

Ajouter un article supplémentaire à l'ordonnance n° 2016-1687 du 8 décembre 2016 relative aux espaces maritimes relevant de la souveraineté ou de la juridiction de la République française :

Article supplémentaire :

« L'article L. 4433-17 du code général des collectivités territoriales est ainsi modifié :

I - Ajouter aux alinéas 1^{er} et 3 après le mot « Réunion », les termes ainsi rédigés :

« , les collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ».

II - Ajouter à l'alinéa 3 une phrase ainsi rédigée :

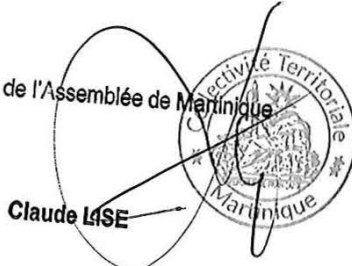
« Les compétences qui leur sont dévolues en vertu des articles L. 611-31 et L. 611-32 du code minier s'étendent à la zone économique exclusive ».

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



Claude LISE



RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 AVR. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-12-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AUX VÉHICULES HORS D'USAGE

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L 7252-1 et L 7252-2;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, notamment ses articles L 200-1 et suivants ;

Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;

Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;

Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 30 janvier 2017;

Vu l'avis émis par la commission développement durable, environnement, énergie, risques naturels et technologiques le 6 février 2017 ;

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet de décret relatif aux véhicules hors d'usage avec les propositions d'amendements suivants :

Amendement n° 1

Exposé des motifs

Il arrive non seulement que des véhicules hors d'usage soient stockés sur le domaine privé de l'Etat et des collectivités territoriales, mais que certains véhicules hors d'usage soient de surcroît insusceptibles de réparation tout court lorsque par exemple les véhicules ont été brûlés.

Proposition

La réécriture de l'article 3 du projet de décret est préconisée :

« À l'article R.543-155, ajouter un 11° ainsi rédigé : « Est appelé un véhicule abandonné, tout véhicule stocké sur la voie publique, sur le domaine public, sur une propriété privée, y compris le domaine privé de l'État et des collectivités territoriales, semblant dépourvu des éléments indispensables à son utilisation normale et semblant insusceptible de réparation ou de réparation immédiate ».

Amendement n° 2

Exposé des motifs

Les ministres chargés de l'environnement et de l'industrie peuvent déjà imposer une obligation à la charge des producteurs de véhicules de reprendre ou de faire reprendre les pièces aux centres VHU et broyeurs et de réutiliser, de faire réutiliser, de valoriser les pièces, substances ou matériaux et de verser enfin à ces centres un soutien financier.

Dans la modification envisagée de l'article R. 543-158 du code de l'environnement, il est prévu que pour remédier au déséquilibre économique en cas de « présence de stock de véhicules abandonnés dans les collectivités territoriales d'outre-mer où le code de l'environnement s'applique », ces mêmes ministres puissent imposer à chaque producteur de mettre en œuvre, en collaboration avec les collectivités territoriales d'outre-mer dans lesquelles le code de l'environnement s'applique et les associations mentionnées à l'article R. 543-159-1, un plan d'actions décliné pour chacune des collectivités territoriales concernées, lequel aura pour effet de résorber le nombre de véhicules abandonnés et d'éviter qu'un tel stock ne se reconstitue.

Puisque cette nouvelle obligation est mise à la charge de ces producteurs, ce qui implique une « collaboration avec les collectivités territoriales », il serait bon d'envisager une modalité autre que la définition du contenu et des modalités de mise en œuvre du plan d'actions par les ministres chargés respectivement, de l'environnement, de l'industrie et des outre-mer.

Le contenu et les modalités de mise en œuvre de ce plan seraient définis non pas au niveau ministériel, mais davantage par convention entre l'Etat, les collectivités territoriales, les structures intercommunales, les producteurs, les concessionnaires automobiles et les revendeurs de véhicules d'occasion.

En effet les communes disposent de la compétence en matière de salubrité publique.

De même, les structures intercommunales peuvent agir dans le domaine de la gestion des déchets. Cela ajoute aux compétences de la Collectivité Territoriale de Martinique en matière de protection de l'environnement.

Proposition

À l'article 7 modifiant l'article R. 543-158 du code de l'environnement, il convient de modifier la fin de l'alinéa 2 (« Le contenu et les modalités de mise en œuvre du plan d'actions sont définis par arrêtés conjoints des ministres chargés, respectivement, de l'environnement, de l'industrie et des outre-mer »), par les termes ainsi rédigés :

« Le contenu et les modalités de mise en œuvre du plan d'action sont définis sur la base d'une convention signée entre le représentant de l'Etat, les collectivités territoriales, les structures intercommunales, les producteurs, les concessionnaires automobiles et les revendeurs de véhicules d'occasion ».

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ – ÉGALITÉ – FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 AVR. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-13-1

PORTANT SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF AU CONSEIL NATIONAL DE LA RECHERCHE ARCHÉOLOGIQUE ET AUX COMMISSIONS TERRITORIALES DE LA RECHERCHE ARCHÉOLOGIQUE

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L 7252-1 et L 7252-2;
Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu le décret n°2014-17 du 8 janvier 2014 fixant les règles budgétaires, financières et comptables applicables aux collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu la saisine du Préfet en date du 29 décembre 2016;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le lundi 30 janvier 2017;
Vu l'avis émis par la commission culture, identité et patrimoine le 1^{er} février 2017 ;

COLLECTIVITÉ TERRITORIALE DE MARTINIQUE - Rue Gaston Defferre - CS30137 - 97261 FORT-DE-FRANCE CEDEX
Téléphone: 0596.59.63.00 - Télécopie: 0596.72.68.10/0596.59.64.84

Accusé de réception en préfecture
972 200055607-20170412-17-13-1-DE
Date de télétransmission : 12/04/2017
Date de réception préfecture : 12/04/2017

Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet de décret relatif au Conseil National de la Recherche Archéologique et aux Commissions Territoriales de la Recherche Archéologique avec la proposition d'amendement suivant qui vise à ce que la CTRA Outre-mer soit divisée en deux parties, chacune regroupant respectivement les territoires situés dans l'Océan Atlantique et dans l'Océan indien :

Amendement

Exposé des motifs

L'objectif de l'amendement est de tenir compte des spécificités géographiques des deux bassins et de leurs particularités historiques.

Proposition

Après l'article 13, il est ajouté un article 13 bis ainsi rédigé :

« Afin de considérer les réalités géographiques propres aux bassins Atlantique et Caraïbe d'une part et à l'Océan indien d'autre part, la commission de l'outre-mer (CTRA) se dédouble et comporte un pendant Atlantique et un pendant concernant l'Océan indien de composition identique ».

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 13 AVR. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-14-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET D'ORDONNANCE RELATIF À L'ADAPTATION DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES RELATIVES AUX ORDRES DES PROFESSIONS DE SANTÉ

L'An deux mille dix sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRÉSENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L 7252-1 et L 7252-2;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission santé, action de prévention, PMI, ASE le 30 janvier 2017 ;
Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 6 février 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet d'ordonnance relatif à l'adaptation des dispositions législatives relatives aux ordres des professions de santé sous réserve de la prise en compte de l'amendement suivant :

Amendement

Exposé des motifs

Afin de tenir compte de l'évolution institutionnelle de la Guyane et de la Martinique opérée par la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011.

Proposition

Modifier dans le texte le « conseil départemental de l'ordre » en « Conseil Territorial de l'ordre ».

ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017. /

Le Président de l'Assemblée de Martinique





RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTÉ - ÉGALITÉ - FRATERNITÉ

Collectivité Territoriale de Martinique
AFFICHAGE LE : 13 AVR. 2017

ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE

DÉLIBÉRATION N° 17-16-1

PORTANT AVIS SUR LE PROJET DE DÉCRET RELATIF À LA GOUVERNANCE DE L'EAU ET DE LA BIODIVERSITÉ DANS LES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER

L'An deux mille dix-sept, le neuf février, l'Assemblée de Martinique, régulièrement convoquée, s'est réunie, au nombre prescrit par la loi, dans le lieu de ses séances à Fort-de-France, sous la présidence de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique.

ÉTAIENT PRESENTS : Mesdames, Messieurs, Lucien ADENET, Christiane BAURAS, Kora BERNABE, Belfort BIROTA, Michelle BONNAIRE, Joachim BOUQUETY, Michel BRANCHI, Francine CARIUS, Félix CATHERINE, Clément CHARPENTIER-TITY, Manuella CLEM-BERTHOLO, Georges CLEON, Catherine CONCONNE, Gilbert COUTURIER, Jenny DULYS-PETIT, Jean-Claude DUVERGER, Christiane EMMANUEL, Johnny HAJJAR, Charles JOSEPH-ANGELIQUE, Eugène LARCHER, Lucie LEBRAVE, Marie-Line LESDEMA, Nadia LIMIER, Claude LISE, Fred LORDINOT, Denis LOUIS-REGIS, Raphaël MARTINE, Charles-André MENCE, Yan MONPLAISIR, Michelle MONROSE, Diane MONTROSE, Karine MOUSSEAU, Marius NARCISSOT, Jean-Philippe NILOR, Stéphanie NORCA, Justin PAMPHILE, Josiane PINVILLE, Maryse PLANTIN, Lucien RANGON, Daniel ROBIN, Sandrine SAINT-AIME, Louise TELLE, Patricia TELLE, Marie-Frantz TINOT, Marie-France TOUL, Sandra VALENTIN.

ÉTAIENT ABSENTS ET AVAIENT DONNÉ POUVOIR : Mesdames, Messieurs, Richard BARTHELERY (pouvoir donné à M. Marius NARCISSOT), Claude BELLUNE (pouvoir donné à M. Félix CATHERINE), Marie-Thérèse CASIMIRIUS (pouvoir donné à M. Jean-Claude DUVERGER), Nadine RENARD (pouvoir donné à M. Charles JOSEPH-ANGELIQUE), David ZOBDA (pouvoir donné à Mme Lucie LEBRAVE).

L'ASSEMBLÉE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment les articles L 7252-1 et L 7252-2;
Vu le code des relations entre le public et l'administration notamment ses articles L200-1 et suivants ;
Vu la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011 modifiée relative aux Collectivités Territoriales de Guyane et de Martinique ;
Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;
Vu la loi n°2015-1268 du 14 octobre 2015 d'actualisation du droit des outre-mer ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0001 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Claude LISE, Président de l'Assemblée de Martinique ;
Vu la délibération de l'Assemblée de Martinique n°15-0003 du 18 décembre 2015 procédant à l'élection de Monsieur Alfred MARIE-JEANNE, Président du Conseil Exécutif de Martinique ;
Vu le rapport du Président du Conseil Exécutif de Martinique présenté par Madame Aurélie NELLA, conseillère exécutive en charge de l'enseignement supérieur et la recherche, et des affaires juridiques ;
Vu l'avis émis par la commission affaires juridiques et textes le 30 janvier 2017 ;
Sur proposition du Président de l'Assemblée de Martinique ;
Après en avoir délibéré ;

ADOpte LA DÉLIBÉRATION DONT LA TENEUR SUIT :

ARTICLE 1 : L'Assemblée de Martinique émet un avis favorable sur le projet de décret relatif à la gouvernance de l'eau et de la biodiversité dans les départements d'outre-mer avec les propositions d'amendements comme suit :

Amendement n° 1

Exposé des motifs

Afin de tenir compte de l'évolution institutionnelle de la Guyane et de la Martinique opérée par la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011.

Proposition

Ajouter dans l'intitulé du décret les termes ainsi rédigés : « et certaines collectivités d'outre-mer ».

Amendement n° 2

Exposé des motifs

Afin de tenir compte de l'évolution institutionnelle de la Guyane et de la Martinique opérée par la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011.

Proposition

À l'article 1^{er}, au paragraphe 1, après les mots « départements d'outre-mer », ajouter les termes ainsi rédigés : « et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ».

Amendement n° 3

Exposé des motifs

Afin de tenir compte de l'évolution institutionnelle de la Guyane et de la Martinique opérée par la loi n°2011-884 du 27 juillet 2011.

Proposition

À l'article 1^{er}, au paragraphe 2, après les mots « départements d'outre-mer », ajouter les termes ainsi rédigés : « et des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ».

Amendement n° 4

Exposé des motifs

Dans sa rédaction actuelle, le projet de décret envisage une consultation facultative du comité de l'eau et de la biodiversité sur les projets de documents de planification relatifs aux continuités écologiques préalablement à l'enquête publique. Avec l'amendement, il s'agit d'établir une consultation obligatoire.

Proposition

À l'article 8, au paragraphe II complétant l'article R. 213-54 du code de l'environnement en instaurant un paragraphe III, remplacer au 4° les termes « peut être » par le mot « est ».


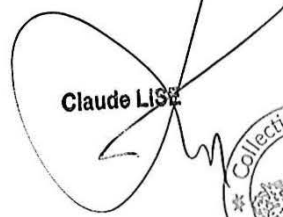
ARTICLE 2 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique, qui pourra être diffusée partout où besoin sera, fera l'objet d'une publication dans le recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

ARTICLE 3 : La présente délibération de l'Assemblée de Martinique entre en vigueur dès sa publication, ou son affichage et sa transmission au représentant de l'État dans la collectivité territoriale.

Ainsi délibéré et adopté par l'Assemblée de Martinique, à l'unanimité des suffrages exprimés, en sa séance publique du 9 février 2017/

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





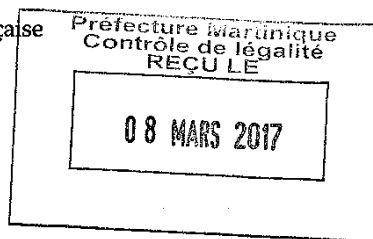
ARRÊTÉS

~ ~ ~ ~ ~

PRÉSIDENT DE L'ASSEMBLÉE
DE MARTINIQUE



République Française



ARRETE N°2017 - PAM - 3 du 08 MARS 2017

Portant désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein des commissions spécialisées de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA)

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative à la création des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu le décret n°2010-348 du 31 mars 2010 relatif à la composition de la CRSA et à son fonctionnement ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération n°16-24-76 du 16 février 2016 de l'Assemblée de Martinique donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations ;

Vu l'arrêté du Président de l'Assemblée de Martinique n°2016-PAM-58 portant désignation des représentants de la Collectivité Territoriale de Martinique au sein de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA) ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés pour représenter la Collectivité Territoriale de Martinique au sein des commissions spécialisées de la Conférence Régionale de la Santé et de l'Autonomie (CRSA), les conseillers suivants :

La commission permanente (CP) :

- Monsieur Claude LISE.

La commission spécialisée en prévention (CSP) :

- Madame Stephanie NORCA

- Madame Louise TELLE.

La commission spécialisée de l'organisation des soins (CSOS) :

- Madame Stephanie NORCA.

La commission spécialisée pour la prise en charge et accompagnements médico-sociaux (CSMS) :

- Madame Louise TELLE.

Article 2 : Le Président du Conseil Exécutif, le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

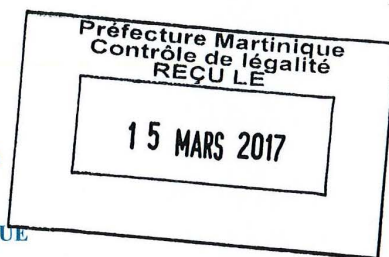


Pour le Président et par délégation
La 2^e Vice-Présidente de l'Assemblée de Martinique


Marie-France TOUL



REPUBLIQUE FRANCAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE



Collectivité Territoriale de Martinique

AFFICHAGE LE : 16 MARS 2017

ARRETE N°2017 - PAM - 4 du 15 MARS 2017

**PORTANT NOMINATION DE MADAME MICHELA ADIN
EN QUALITE
DE DIRECTRICE GENERALE DE L'OFFICE DE L'EAU MARTINIQUE**

**LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE, en sa qualité de
Président de l'Office de l'Eau Martinique,**

Vu le code général des collectivités locales, notamment les articles L. 7211-4-2°, L. 7211-13 et suivants ;

Vu le code de l'Environnement notamment les articles L. 213-13 à L. 213-20, R. 213-63, R. 213-69 et suivants ;

Vu la loi d'orientation pour l'outre-mer du 13 décembre 2000, notamment son article. 51 ;

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

Vu l'annonce publiée dans le cadre du recrutement d'une directrice/d'un directeur général(e) de l'Office de l'Eau de Martinique ;

Vu la candidature de Madame Michèle ADIN au poste de Directrice / Directeur général(e) de l'Office de l'Eau Martinique ;

Vu le courrier en date du 14 février 2017 par lequel Président de l'Assemblée de Martinique, Président de l'Office de l'Eau Martinique sollicite l'avis du Préfet de la Martinique sur la nomination de Madame Michèle ADIN à la direction de l'Office de l'Eau Martinique ;

Vu l'avis favorable émis par le Préfet de la Martinique le 9 mars 2017 sur le recrutement de Madame Michèle ADIN en qualité de directrice de l'Office de l'Eau Martinique à compter du 1^{er} avril 2017 ;

Vu la lettre du Président de la Communauté d'Agglomération du Pays Nord Martinique (CAP NORD MARTINIQUE) en date du 6 mars 2017 faisant état d'un avis favorable au détachement de Madame Michèle ADIN sur l'emploi fonctionnel de directrice générale de l'Office de l'Eau Martinique à compter du 1^{er} avril 2017 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Michèle ADIN, administratrice territoriale, est nommée directrice générale de l'Office de l'Eau Martinique, par voie de détachement, avec effet au 1^{er} avril 2017.

ARTICLE 2 : La Directrice générale de l'office de l'eau Martinique rendra compte périodiquement au président de l'office de l'Eau Martinique des décisions intervenues dans les domaines pour lesquels elle a délégué.

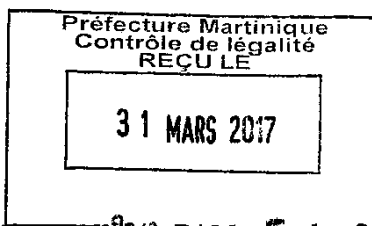
ARTICLE 3 : Le Président de l'Office de l'Eau Martinique, Madame la Directrice générale de l'Office de l'Eau sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique et notifié à l'intéressée.

ARTICLE 4 : Le présent arrêté pourra être déféré devant le tribunal administratif de Martinique dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le Président de l'Assemblée de Martinique

Claude LISE





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

~~ARRETE N° 2011-PAM-5~~ du ~~30~~ **31 MARS 2017**

Portant désignation des personnes qualifiées au sein de la régie personnalisée dénommée Centre de planification, d'information et d'orientation familiale (CPIOF)

LE PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE MARTINIQUE,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L. 7227-12 à L. 7227-16 et L.7223-5 ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu la loi n° 2011-884 du 27 juillet 2011 relative à la création des collectivités territoriales de Guyane et de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0001 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Président de l'Assemblée de Martinique ;

Vu la délibération n°15-0003 de l'Assemblée de Martinique adoptée en la séance du 18 décembre 2015, portant élection du Conseil Exécutif et de son Président ;

Vu la délibération n°16-24-76 du 16 février 2016 de l'Assemblée de Martinique donnant mandat au Président de l'Assemblée de Martinique pour procéder à certaines désignations ;

Vu les statuts du Centre de planification, d'information et d'orientation familiale (CPIOF) ;

ARRETE

Article 1 : Sont désignés en qualité de personnes qualifiées au sein du Centre de planification, d'information et d'orientation familiale (CPIOF) :

- Monsieur Charles SAINT- AIMÉ

- Madame Eliane MORAN- ZAMI

Article 2 : Le Président du Conseil Exécutif, le Président de l'Assemblée de Martinique, le Directeur général des services, le Payeur de la Collectivité Territoriale de Martinique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la Collectivité Territoriale de Martinique.

Le Président de l'Assemblée de Martinique



COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE | Rue Gaston DEFFERRE CS 30137 | 97201 Fort-de-France, Martinique

Téléphone : 0596 59 63 00 | Fax : 0596 72 68 10 | Courriel : courrier@ctm.mq